

Département Achats et Marchés - Grand  
Paris Aménagement

**MARCHÉ PUBLIC**  
ACCORD-CADRE DE TRAVAUX

# Accord-cadre de travaux de petites démolitions et désamiantage











## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n° 25-00715





## SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS .....	3
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	6
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	10
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	13
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	18
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	18
9.	FIN DU CONTRAT .....	24

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Accord-cadre de travaux d'infrastructures
	Acheteur	GPA/ EPA ORSA/ SPLA IN Grand Paris Sud/ SPLA IN Roissy Pays de France
	Type de contrat	Accord-cadre de travaux multi-attributaires à bons de commande et à marchés subséquents sans minimum et avec maximum
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Ile-de-France
	Durée	2 ans renouvelable tacitement 1 une fois pour la même durée
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 3000$
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires

# 1. DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un accord-cadre passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Travaux du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre de travaux de petites démolitions et de désamiantage

L'objet des prestations est détaillé dans le CCTP.

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Ile-de-France**.

#### ■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- le bordereau des prix unitaires ;
- les sous-détails des prix ;
- le présent document et ses annexes ;
- le CCTP ;
- le CCAG Travaux (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques.

Seuls les originaux des documents conservés par le pouvoir adjudicateur font foi.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs de l'accord-cadre, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Le prestataire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution de l'accord-cadre.

Lors de l'édition de bons de commandes et/ou de marchés subséquents, des pièces techniques complémentaires pourront être amendées au contrat. Dans ce cas, et dans l'éventualité certaines pièces seraient en contradiction, les nouvelles pièces techniques auraient priorité sur celles du marché initial

## **2.2. Intervenants**

Un groupement de commandes a été constitué conformément aux dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique.

**Le coordonnateur est : Grand Paris Aménagement**

**Adresse :** 11 rue de Cambrai - Bâtiment 033 75945 PARIS Cedex 19

**Les membres du groupement sont :**

- Grand Paris Aménagement – Parc du pont de Flandre 11 rue de Cambrai 75945 Paris cedex 19  
RCS Paris - SIRET 64203694100036
- EPA Orly Rungis Seine Amont – 2 avenue Jean Jaurès – 94600 Choisy-le-Roi - RCS Créteil -  
SIRET 49908428300021
- SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris – Immeuble « Carré Haussmann » 52 boulevard de l'Yerres –  
91030 Evry-Courcouronnes cedex - RCS Evry - SIRET 83380444600015
- SPLA-IN Roissy Pays de France – Parc du pont de Flandre 11 rue de Cambrai 75945 Paris cedex  
19 RCS Paris – SIRET 98027165400017

Et toute filiale ou structure soumise au code de la commande publique, qui serait créée par l'un des membres du groupement au cours de la période de validité de l'accord-cadre.

Le coordonnateur est chargé de procéder à l'organisation de la procédure de passation.

Le coordonnateur a également pour mission de signer, notifier et assurer la bonne exécution de l'accord-cadre, pour le compte de l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre du groupement est chargé de l'émission, de la signature, du paiement et de la bonne exécution des bons de commande et des marchés subséquents le concernant.

### **■ Mode intervention :**

L'acheteur intervient pour ses besoins en propre. Toutefois, il est important de souligner que les prestations du présent marché pourront également porter sur des biens gérés par Grand Paris Aménagement pour le compte de tiers. (Ex : Mandat de gestion de biens de l'Etat).

■ **Maitrise d'œuvre :**

La maitrise d'œuvre identifiée sur le projet d'aménagement.

■ **Contrôle technique :**

Le contrôleur technique identifié sur le projet d'aménagement.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

■ **Coordination Sécurité Protection de la santé :**

Une Coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission sera confiée au CSPS identifié sur le projet d'aménagement.

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **travaux**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché mixte **à bons de commande et marché subséquent sans minimum et avec maximum** multi-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant maximum sur toute la durée d'exécution de l'accord-cadre reconduction comprise est de **8 000 000, 00 € HT**.

■ **Non Exclusivité du marché :**

Le prestataire ne bénéficie pas d'une exclusivité pour les prestations objet du présent accord-cadre.

## 4. DURÉE, DÉLAIS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

---

### ■ **Durée globale du contrat :**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de (2) ans à compter de sa date de notification. Il peut être reconduit une (1) fois pour 2 ans, sans que sa durée ne puisse excéder 4 ans. La reconduction se fait tacitement. Le titulaire du contrat ne peut refuser la reconduction de celui-ci.

En cas de non-reconduction, une décision expresse sera notifiée au titulaire, par tout moyen permettant d'attester la date de réception, au plus tard un (1) mois avant la date d'expiration du marché en cours.

### ■ **Modalités d'exécution du contrat :**

L'accord-cadre est mixte et pourra être exécuté soit par émission de bons de commande, soit par la conclusion de marchés subséquents, selon les modalités définies ci-dessous :

- Pour les prestations dont le montant est inférieur à 500 000, 00 €HT, l'exécution se fera par bons de commande.
- Pour les prestations dont le montant est supérieur à 500 000, 00 €HT, l'exécution se fera par marchés subséquents, après remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de choisir librement entre l'émission de bons de commande et la conclusion de marchés subséquents pour les prestations situées dans la tranche 100 000 €HT - 500 000 €HT, en fonction des spécificités des prestations et des besoins du service. Ce choix sera effectué dans le respect des principes de transparence, d'égalité de traitement et de non-discrimination.

Les critères objectifs et transparents qui guideront le choix entre bon de commande et marché subséquent pour la tranche concernée sont :

- La complexité du projet d'aménagement notamment nécessitant de s'assurer que la commande soit parfaitement comprise.
- Les délais de réalisation nécessitant l'activation de l'accord-cadre par Bon de commande.

Le pouvoir adjudicateur devra justifier par écrit le choix de la procédure (bon de commande ou marché subséquent) pour chaque prestation relevant de la tranche flexible (100 000€HT - 500 000€HT). Cette justification devra être communiquée à tous les titulaires du lot concerné.

### ● **Présentation des bons de commande :**

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom, mail et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont les personnes émettrices des bons de commande.

- **Attribution des bons de commande**

Pour les montants de travaux inférieurs ou égal à 500 000, 00 € HT, l'attribution des bons de commande se fera au libre choix de la maîtrise d'ouvrage et au regard de plusieurs facteurs que sont :

- La disponibilité du titulaire dans les délais exigés ;
- La capacité à réaliser la prestation dans le délai imposé ;
- La connaissance préalable du projet ou du territoire ;
- Si possible une répartition équitable des commandes entre les titulaires.

- **Dimensionnement des besoins**

Les bons de commande sont délivrés selon le process suivant :

- Etape 1 : 1<sup>ère</sup> expression de besoin (contexte et missions attendues) par GPA/EPA ORSA, SPLA IN et/ou son maître d'œuvre, qui sollicitera librement le titulaire de son choix selon les critères définis ci-dessus ;
- Etape 2 : Dimensionnement des moyens et des compétences au regard des attendus par l'attributaire consulté ;
- Etape 3 : discussion conduisant à l'éventuel ajustement et fiabilisation du cahier des charges ou du devis ;
- Etape 4 : Emission du Bon de Commande, qui définira l'objet de la commande, les moyens et le temps mobilisés, le prix et le délai de réalisation de la commande.

Le temps global consacré à ces différentes étapes sera proportionné à la complexité de la mission objet du bon de commande.

La passation des bons de commande impliquera la définition d'annexes afin de préciser le projet et les spécificités avec notamment :

- Transmission de diagnostics/études complémentaires
- Ajout/modification des pièces financières ;
- Ajout/modifications des pièces techniques ;
- Ajout de plans ;
- Ajout de plannings et de carnet de phasages.

- **Délais d'exécution**

Le délai de réalisation de chaque mission sera précisé dans chaque bon de commande. Il tiendra compte de la nature et de la complexité des missions. Ce délai d'exécution sera à respecter impérativement.

La réactivité aux sollicitations, ainsi que le respect des délais de la mission, sont deux éléments-clés que le titulaire du présent marché est engagé à respecter. Par le présent accord-cadre, il s'engage à remettre une proposition financière selon les délais suivants :

- dans les 3 jours ouvrés après sollicitation pour des travaux inférieurs à 50 000 euros
- dans les 5 jours ouvrés après sollicitation pour des travaux compris entre 50 000 et 250 000 euros
- dans les 8 jours ouvrés après sollicitation pour des travaux compris entre 250 000 euros et 500 000 euros

Tout retard dans l'élaboration du devis entraînera une pénalité forfaitaire :

- Pour des travaux inférieurs à 50 000 euros → 500 euros
- Pour des travaux compris entre 50 000 euros et 250 000 euros → 1000 euros
- Pour des travaux compris entre 250 000 euros et 500 000 euros → 3000 euros

En cas d'indisponibilité, il s'engage à le notifier au maître d'ouvrage sous 24h à compter de la sollicitation de ce dernier ou son représentant

- **Recours aux marchés subséquents :**

Pour tous les travaux supérieurs à 500 000 € HT, le maître d'ouvrage aura recours aux marchés subséquents.

La passation des marchés subséquents impliquera la définition d'annexes afin de préciser le projet et les spécificités avec notamment :

- Transmission de diagnostics/études complémentaires
- Ajout/modification des pièces financières ;
- Ajout/modifications des pièces techniques ;
- Ajout de plans ;
- Ajout de plannings et de carnet de phasages.

La passation de chaque marché subséquent fera l'objet d'une mise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre, sur la base d'un cahier des charges particulier précisant pour chaque opération, les prestations spécifiques, la complexité de l'opération concernée et l'intensité visée.

Lors de la passation d'un marché subséquent, l'offre proposée par chacun des titulaires de l'accord-cadre devra être rédigée en langue française et se conformer aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et aux documents de la consultation propres au marché subséquent.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice pourra demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre. Après choix de l'attributaire du marché subséquent, il sera procédé le cas échéant à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre, ni le classement des offres. Toute modification aux termes de l'offre initiale, remise lors de la passation de l'accord-cadre, devra être clairement identifiée par le titulaire. Toute modification substantielle des termes de l'offre initiale entraînera l'élimination de l'offre.

- **Critères d'attribution des marchés subséquents**

Les marchés subséquents seront attribués sur la base des critères pondérés suivants :

- **Le prix : entre 40% et 60%**
- **Délai de démarrage effectif de la mission : entre 5% et 25%**
- **Compréhension des missions, des attentes et des enjeux du maître d'ouvrage : entre 5% et 20%**
- **Méthodologie, Organisation et Pilotage : entre 5% et 20%**
- **Adéquation entre le profil, le temps passé et la complexité du projet : entre 5% et 25%**
- **Evaluation environnemental (Remise bilan environnemental SEVE comparateur ou équivalent) : entre 5% et 15%**

- **Délais de consultation des titulaires de l'accord-cadre**

Les documents de remise en concurrence indiqueront les dates et heures limites de remise des offres.

Le délai de consultation sera au minimum de 10 jours francs.



### ■ Conditions de réponse aux marchés subséquents

En application de l'article R. 2132-7 du code de la commande publique, les candidatures et offres devront être obligatoirement remises par voie électronique, via le profil acheteur.

### ■ L'obligation de réponse aux marchés subséquents

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à formuler une réponse, dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur à chaque remise en concurrence dans le cadre d'un marché subséquent.

Il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures pour faire face à ses engagements. En cas de non-réponse pour un marché subséquent, le titulaire doit motiver, justifications formelles à l'appui de son absence d'offre.

- Sera uniquement recevable l'indisponibilité momentanée et accidentelle, pour des raisons parfaitement indépendantes de la volonté du titulaire, de moyens humains ou matériels, ou en cas de force majeure. Ne sera pas recevable l'engagement de ces moyens sur d'autres opérations : il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures, recrutements, intérim, location de matériel, sous-traitance pour faire face à ses engagements.

### ■ Sanctions du non-respect de l'engagement de réponse aux marchés subséquents

Le titulaire sera en tout état de cause automatiquement redevable, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros dans les cas suivants :

- Absence non justifiée d'offre subséquente remise par le titulaire,
- Constat du caractère manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable,
- En cas de remise d'offres qualitativement inférieurs à l'offre indicative remise lors de l'accord-cadre ou d'anomalies de prix avec risque d'entente anticoncurrentielle.

Si le titulaire de l'accord-cadre défaillant est déjà titulaire d'un marché subséquent, la pénalité sera déduite par le pouvoir adjudicateur du prix dû au titre de l'exécution de l'un quelconque des marchés subséquents alors en cours.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice se réserve le droit d'exclure temporairement un des titulaires de l'accord-cadre des procédures de remise en concurrence organisées pour l'attribution de marchés subséquents, en cas de non-respect de ses engagements, et notamment dans les hypothèses suivantes :

- Non-exécution ou mauvaise exécution d'un marché subséquent par le titulaire. L'exécution de l'accord-cadre et de chaque marché subséquent donnera lieu à évaluation de chacun des titulaires par le pouvoir adjudicateur,
- Absence répétée ou non justifiée d'offre subséquente remise par le titulaire,
- Constat du caractère manifeste de la remise de réponses inappropriées, irrégulières, inacceptables et ce, sans justification valable,
- En cas de remise d'offres qualitativement inférieurs à l'offre indicative remise lors de l'accord-cadre ou d'anomalies de prix avec risque d'entente anticoncurrentielle.

La décision d'exclusion temporaire sera notifiée par courrier recommandé avec avis de réception postal au titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice se réserve également la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre pour faute dans les conditions définies à l'article "Résiliation" ci-dessous.

■ **Prix des marchés subséquents :**

Les prix des marchés subséquents pour s'adapter au besoin, à la complexité d'un projet pourront être **unitaires, forfaitaires ou mixtes**.

Les prix unitaires des marchés subséquents ne pourront être supérieurs à ceux figurant dans le BPU de l'accord-cadre. Toutefois, cette interdiction ne s'applique pas aux prix nouveaux qui seront intégrés pour tenir compte de la spécificité du besoin exprimé dans le marché subséquent.

Les prix des marchés subséquents pourront être fermes et actualisables ou révisables. Le cahier des charges de chaque marché subséquent précisera le régime de variation.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

### 5.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du de l'accord-cadre sont **unitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Les index utilisés sont :

Code index	Libellé de l'index
TP01	Index général tous travaux

Les prix du contrat sont **fermes pendant un an à compter de la notification de l'accord-cadre. Ils sont ensuite révisés annuellement**, à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation, à la date d'anniversaire de la notification.

La formule de variation utilisée est : La **formule de variation** utilisée est :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times \frac{TP01 M_n}{TP01 M_0}]$$

Dans laquelle :

**TP01  $M_0$** : Valeur de l'index ING « *Index général tous travaux* » correspondant au mois  $M_0$ , : mois de remise des offres

**TP01  $M_n$** : Valeur de l'index ING « *Index général tous travaux* » correspondant au mois  $M$  de la date anniversaire de notification du marché,

**P** : Prix révisés au mois  $M$  correspondant à la date anniversaire de notification du marché,  
 **$P_0$**  : Prix initiaux indiqués au mois  $M_0$  de référence

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **de manière périodique**.

Le coefficient est calculé une première fois 1 mois après la date de notification du contrat.

Le coefficient est ensuite recalculé tous les 1 mois.

Les prix sont fermes entre chaque période de révision.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement sur la base de la valeur du dernier coefficient publié. Le pouvoir adjudicateur ne procède pas à la revalorisation définitive dès que les index correspondants sont publiés et il fait mention de cette circonstance dans l'état d'acompte.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

#### ■ **Contenu des prix :**

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux (article 9.1.1 alinéa 2 du CCAG Travaux), que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels et notamment des conséquences de situations de sécheresse ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

#### ■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcroît les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

#### ■ Répartition des dépenses communes de chantier :

Dans le cadre des prestations qui lui seront confiées, le titulaire assumera les dépenses d'investissement, de fonctionnement propre à ses interventions. Il aura également à sa charge les dépenses de réparation, de la remise en état des installations salies ou détériorées et du remplacement du matériel dérobé.

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les montants des acomptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts. Lors du paiement des acomptes le fait générateur est réputé intervenir lors de l'expiration de la période de décompte correspondant.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

## 5.2. Conditions de paiement

#### ■ Avance :

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de chaque bon de commande ou marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 20%.

Le montant de l'avance n'est pas révisable. Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande par le titulaire. L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

#### ■ Paiement des membres du groupement :

En application de l'article 10.7.1 du CCAG Travaux, en cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

#### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
  
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Les coordonnées et pièces nécessaires au dépôt des factures sur Chorus Pro sont précisées ci-dessous :

- Numéro d'engagement (numéro de contrat) ;
- Le certificat de paiement ;
- Les factures du titulaire ;
- Les factures des sous-traitants le cas échéant ainsi que leur attestation de paiement direct ;
- Le tableau unique de révision par membre du groupement le cas échéant ;
- L'état d'avancement des travaux

#### ■ Périodicité des paiements :

Les paiements se font par acomptes mensuels.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement des travaux.

#### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par acompte (articles R2191-20 et suivants du Code de la commande publique).

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

#### ■ Retenue de garantie :

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux de **5,0%** calculée sur le montant TTC des prestations.

Les montants ainsi prélevés sont restitués au titulaire à la fin du délai de garantie de parfait achèvement sauf réserves formulées par l'acheteur et non rectifiées par le titulaire.

Le titulaire peut en cours d'exécution du contrat demander le remplacement de la retenue de garantie par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire à concurrence de 100% du montant de la retenue de garantie, dans les conditions prévues à l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Etudes d'exécution :

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à

la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Les délais de visa courent à partir de la date de réception d'un ensemble complet cohérent de plans ou notes de calculs d'une partie d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 29.1.5 du CCAG, le titulaire disposera alors de 5 jours ouvrés pour émettre un nouvel indice, et le maître d'œuvre de 5 jours ouvrés pour faire ses nouvelles observations et émettre son « Bon pour exécution ». De plus, un plan ou un document d'indice de révision (n) ne peut être déclaré « B.P.E. » que si ledit plan ou document à l'indice (n-1) a fait l'objet d'une fiche d'observation portant la mention « Sans observation ». Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge. Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

#### ■ **Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général :**

Le plan général d'implantation des ouvrages est notifié au titulaire par ordre de service dans les huit jours suivant l'acte qui emporte début d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 27.2.3 du CCAG Travaux le piquetage général est effectué par le titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

#### ■ **Autorisations administratives :**

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire a la responsabilité d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer les démarches d'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

#### ■ **Installation de chantier :**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra mettre éventuellement mettre à la disposition du titulaire, sur demande de ce dernier, un terrain afin que celui-ci procède à l'installation de chantier.

#### ■ **Interruption pour intempéries :**

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux :

- Précipitations : 40 mm par jour pendant plus de 10 jours par mois
- Canicule : 40°C ou plus par jour pendant plus de 3 jours par mois
- Neige : Plus de 15 jours par mois (chute de neige et terrain couvert)
- Vitesse du vent : 80 km/h

- Gel : Température sous abri

- Inférieure à -5° C 20 jours par mois
- Inférieure à -10°C 10 jours par mois
- Inférieure à -20°C 5 jours par moi

La station météorologique de référence en cas de litige est la station Météo France géographiquement la plus proche du lieu d'exécution des travaux.

Les journées d'intempéries demandées par le titulaire seront consignées dans un carnet quotidien et soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

Les journées d'intempéries donnant lieu à prolongation du délai, sont justifiées par le titulaire par la production des copies de remboursements de chômage intempéries par la Caisse des congés payés du bâtiment. Les justifications sont fournies au Maître d'œuvre au fur et à mesure de la constatation des journées d'intempéries donnant lieu à prolongation.

#### ■ **Lieux de dépôt des déblais :**

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31.2 du CCAG Travaux.

#### ■ **Ordres de service dans le cadre des marchés subséquents :**

Conformément à l'article 3.8 du CCAG Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage au titulaire qui en accuse réception.

Les ordres de service qui ont un impact sur les délais, durées ou montants du contrat font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage. La justification de la validation est jointe à l'ordre de service notifié par le maître d'œuvre. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours.

#### ■ **Provenance des matériaux et produits :**

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions et exigences fixées par le contrat.

Grand Paris Aménagement porte des engagements environnementaux et sociétaux ambitieux, Dans un souci de réduire son impact écologique, Grand Paris aménagement privilégiera les matériaux d'origine française. Cependant afin de répondre aux besoins et aux spécificités architecturales des projets, plusieurs prix définisse l'origine des matériaux commandés : France, CE, International. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre. En effet, les matériaux sont soumis à l'agrément du maître d'ouvrage ou son représentant dans les conditions fixées par le CCTP.

#### ■ **Registre du chantier :**

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'ouvrage ou son représentant concernant le déroulement du chantier, est répertorié dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui et le titulaire.

Ce registre est tenu à la disposition de l'acheteur et des intervenants autorisés, puis remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

#### ■ Réduction des nuisances :

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions et exigences du Règlement de Chantier GPA portant sur l'organisation de chantier et la réduction des nuisances durant les opérations de chantier.

#### ■ Suivi de chantier :

Le suivi d'avancement des prestations fait l'objet de visites et réunions de chantier auxquelles participent le titulaire, le maître d'œuvre, le représentant du maître d'ouvrage et, le cas échéant, le contrôleur technique et le coordonnateur SPS.

Le compte-rendu est rédigé par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Ces réunions et le compte-rendu type GPA ont pour vocation d'assurer la bonne exécution des travaux en réglant des difficultés administratives, matérielles et techniques.

Le maître d'œuvre et le représentant du maître d'ouvrage se réservent le droit de procéder à des visites imprévues en dehors des visites périodiques.

## 6.2. Vérification des prestations

#### ■ Essais et contrôles des ouvrages :

Le CCTP ainsi que les annexes prévues dans le cadre des bons de commande ou des marchés subséquents prévoient des essais et contrôles des ouvrages assurés par le titulaire. Les frais afférents sont à la charge du titulaire.

Certains essais seront réalisés par le titulaire en référence à certaines normes définies par le maître d'ouvrage et détaillées dans le CCTP et les pièces annexes.

En complément des dispositions prévues à l'alinéa 2 de l'article 38 du CCAG Travaux, il est indiqué que le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit, de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Si ces essais et contrôles sont effectués par l'entreprise, ils seront remboursés par le maître d'ouvrage, sauf si ces essais mettent en évidence une erreur de l'entreprise, auquel cas, ils resteront à sa charge.

#### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### ■ Vérification des matériaux et produits :

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.



La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage met en place les dispositifs d'essais et épreuves qui sont détaillées dans le CCTP. Le titulaire est tenu de s'y conformer

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

### 6.3. Développement durable

#### ■ **Clause environnementale :**

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP et le Règlement de Chantier GPA.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

#### ■ **L'obligation d'utiliser un outil d'évaluation environnemental : Bons de commande et marchés subséquents**

Dans le cadre de l'édition d'un bon de commande supérieur à 500 000 euros ou celui d'une remise d'offre suite au lancement en consultation d'un marché subséquent, les titulaires de l'accord-cadre peut se voir commandé la remise d'une évaluation environnementale (outil SEVE comparateur ou équivalent) afin de mesurer les flux de son chantier.

Ces flux sont les suivants :

- Extraction des matières premières
- Quantités des matériaux entrants
- Type d'énergie utilisée et température de fabrication
- Type et distance de transport

Ces éléments permettent de faire ressortir au regard de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage le bilan environnemental de l'offre et des travaux associés.

L'actualisation de l'évaluation environnementale est à réaliser en phase d'offre (ou de commande) et avant réception afin de connaître les évolutions sur le bilan environnemental de l'offre initiale. Ce document fera partie intégrante des éléments demandé dans le cadre des DOEs.

#### ■ **Clause sociale :**

Le contrat comporte des obligations en matière d'insertion sociale (Cf annexe clause d'insertion sociale).

#### ■ **Gestion des déchets :**

Le titulaire est responsable de la valorisation et de l'élimination des déchets de chantier dans les conditions fixées à l'article 36.1 du CCAG Travaux.

Les obligations pesant sur le titulaire dans le cadre du suivi, de la gestion ainsi que de la valorisation des déchets sont précisées dans le CCTP.

Si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets après mise en demeure, l'acheteur procède à

cette évacuation aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

## 6.4. Autres stipulations

### ■ Dématérialisation du suivi :

Pour la dématérialisation des échanges avec le titulaire, l'acheteur met en œuvre les dispositifs suivants :

- par lettre recommandée électronique ou postale ;
- par tout moyen permettant de démontrer la date et l'heure de réception.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Dégradations causées aux voies publiques :

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

### ■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

### ■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **7.2. Obligations liées à la sécurité**

#### ■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

#### ■ Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier :

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants mentionnés au présent contrat est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité, au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <b><math>P = V \times R / 3000</math></b> . Avec :  P : montant de la pénalité V : valeur HT du bon de commande concerné R : nombre de jours calendaires de retard
Pénalités du Règlement de chantier GPA	Selon la pénalité appliquée
Pénalités pour non remise de documents	300 euros par jours calendaires de retard
Pénalités pour non remise de DOE	500 euros par jours calendaires de retard
Pénalités pour non-respect des entrants utiles à l'élaboration de l'évaluation environnementale :	500 euros par infraction constatée
Pénalités pour dépassement des valeurs relevée dans l'évaluation environnementale :	1% du montant des travaux

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Marchés subséquents	Le cahier des charges de chaque marché subséquent pourra indiquer des pénalités supplémentaires

## 8.2. Autres stipulations

### ■ Augmentation du montant de travaux pour les marchés subséquents :

Par dérogation à l'article 14.2.2, le titulaire est tenu d'exécuter des travaux qui correspondent à des changements dans les besoins ou les conditions d'utilisation auxquels les ouvrages faisant l'objet du marché doivent satisfaire même si le montant des travaux de cette espèce excède le dixième du montant contractuel des travaux.

Dès lors, le titulaire ne peut refuser de se conformer à un ordre de service l'invitant à exécuter des travaux de l'espèce définie à l'alinéa précédent.

### ■ Discontinuité des phases travaux pour les marchés subséquents :

Le phasage des travaux peut être amené à être découpé en plusieurs phases précisées dans le carnet de phasage, dans le calendrier des travaux et dans la notice d'exploitation.

Le titulaire devra tenir compte dans son offre de la complexité des interfaces de travaux ainsi que de leur potentielle discontinuité. A ce titre, il lui est rappelé que les travaux sont découpés en plusieurs phases, espacées dans le temps et sur différentes périodes.

Le titulaire devra prendre en compte la possibilité que les phases soient découpées en plusieurs tranches ou plusieurs tronçons/secteurs (regroupement de voies, partie de voies, tronçon de voie et/ou linéaires de réseaux sous voies). Les prix remis par l'entreprise tiendront compte des éventuels surcoûts liés à ces interruptions des délais et des contraintes d'intervention des différents acteurs bien connus d'un projet d'aménagement tels que les promoteurs, les concessionnaires ou autres prestataires.

Ainsi, par dérogation à l'article 53 CCAG Travaux, les ajournements successifs prorogeant les délais d'exécution n'entraînent pas de fait et de droit à une indemnisation automatique pour le titulaire.

Par dérogation à l'article 53.1.2 CCAG Travaux, le titulaire n'a pas le droit d'obtenir la résiliation du marché en cas d'ajournement ou de plusieurs ajournements successifs ayant pour conséquence une interruption des travaux de plus d'une année.

### ■ Unilatéralité du mémoire technique :

A l'appui de son offre, le titulaire a présenté les documents explicatifs destinés au jugement de l'offre qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment exiger du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents. En revanche, s'agissant d'engagement unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en œuvre pour réaliser les ouvrages diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ **Pénalités pour retard – mise en demeure préalable à l'application :**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans mise en demeure préalable adressée du titulaire.

■ **Pénalités pour retard - plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités sont plafonnées à 20 % du montant total de chaque bon de commande ou marché subséquent.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Pénalités pour non-respect des entrants utiles à l'élaboration de l'évaluation environnementale :**

1% des montants des travaux si non atteinte des valeurs de l'évaluation environnementale du début de chantier.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris  
7 rue de Jouy  
Paris  
75181 Paris Cedex 04  
Téléphone : 01 44 59 44 00  
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr  
Télécopie : 01 44 59 46 46



Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

---

### ■ Documents fournis après exécution des travaux :

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DOE contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard.

### ■ Propriété intellectuelle :

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

### ■ Repliement du chantier et remise en état des lieux :

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

### ■ Opérations préalables à la réception (ci-après « OPR ») :

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage ou son représentant se réservent le droit de refuser les OPRs si le titulaire est dans l'impossibilité de remettre des Dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) exhaustifs, 5 jours avant les OPR, selon les dispositions du CCAG travaux et conformément au CCTP du marché.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne donc au libre choix du maître d'ouvrage :

- L'annulation des OPRs ;

et/ou

- L'application de pénalités à hauteur de 500 euros par jour calendaire de retard ainsi qu'une retenue de 5% du montant du marché.



### ■ Réception des travaux :

La réception des travaux se déroule comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

Toutefois, si à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Par dérogation à l'article 41.1.3, la réception des travaux n'est pas réputée acquise à défaut de date fixée par le maître d'ouvrage pour les opérations préalables à la réception dans un délai de 30 jours.

### ■ Réception des travaux avec réserves :

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception, (les OPR), en l'absence d'un tel délai, dans les trois mois qui suivent les opérations préalables à la réception.

### ■ Prolongation de la garantie de parfait achèvement :

Conformément aux articles 41 et 44 du CCAG-Travaux 2021, la réception des travaux, même lorsqu'elle est prononcée avec réserves, fait courir le délai de la garantie de parfait achèvement qui est d'un an.

Par dérogation à l'article 44 du CCAG travaux, sans qu'il soit besoin pour le maître d'ouvrage de prendre une décision explicite de prolongation, la durée de la garantie de parfait achèvement sera automatiquement prolongée si les réserves ne sont pas levées pendant son délai initial.

Ce faisant, l'absence de décision de prolongation du délai prise par le maître d'ouvrage ne peut valoir levée implicite des réserves dont la réception a été assortie.

Ainsi, les relations contractuelles entre le titulaire du marché et le maître d'ouvrage se poursuivent non seulement pendant le délai de garantie, mais encore jusqu'à ce qu'aient été expressément levées les réserves exprimées lors de la réception.

### ■ Décompte général définitif :

Par dérogation aux articles 12.3.2 et 12.4.2 du CCAG Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le pouvoir adjudicateur ou son représentant ne signe pas le projet de décompte général. La notification du décompte ne pouvant intervenir qu'après la levée intégrale des réserves émises lors de la réception.

En cas de réception avec réserves, la procédure de notification du décompte est donc suspendue.

Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le

montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

En ce qui concerne l'établissement du décompte général, et par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG -Travaux, si, dans un délai de dix jours mentionnés à cet article, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le titulaire lui adresse une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

Par dérogation à l'article 12.4 du C.C.A.G-Travaux, **l'absence de notification du décompte général ne vaut pas acceptation du projet de décompte final de l'entreprise**. Aucun décompte général et définitif ne peut naître du retard pris par le maître d'ouvrage à notifier ce décompte général.

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation du titulaire.

Toutefois, le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

#### ■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

#### ■ Garantie :

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux d'une durée de 12 Mois.

#### ■ Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état. Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG, cette prolongation est automatique sans décision préalable du maître d'ouvrage.

#### Liste des dérogations au CCAG Travaux :

La rubrique *Durée et délai* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 18.1.1 du CCAG pour le point de départ

La rubrique *Poursuite des travaux après atteinte du montant du contrat* de l'article 5.1 du contrat déroge à l'article 14.4.3 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 19.2.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes)* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 19.2.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 19.2.4 du CCAG

La rubrique *Réception des travaux* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 41.1 du CCAG

La rubrique *Régime de la garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 44.2 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)

## ANNEXES :

- Règlement de chantier GPA
- Suivi des coûts travaux, feuille dite « Blank page"
- Suivi marché
- FTM
- Sous détails
- Clause insertion
- Suivi visa
- Registre déchets
- Tableau synthèse déchets
- Dossier suivi déchets
- CR de chantier GPA